

Institute for International Economics – *Promoting World Recovery : A Statement on Global Economic Strategy*. Washington (D.C.). Institute for International Economics, 1982, 48 p.

Samir Saul

Volume 16, Number 1, 1985

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/701807ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/701807ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Saul, S. (1985). Review of [Institute for International Economics – *Promoting World Recovery : A Statement on Global Economic Strategy*. Washington (D.C.). Institute for International Economics, 1982, 48 p.] *Études internationales*, 16(1), 170–171. <https://doi.org/10.7202/701807ar>

ment des crises, les luttes qu'elles engendrent ou le rôle de l'État. Alda Del Forno compare avec profit les politiques des États fascistes et libéraux entre les deux guerres. Il y a également des discussions valables sur le procès de travail (Bartoli), le Thatcherisme (Gerbier), ou le protectionnisme (de Bernis). Mais les fondements théoriques demeurent les mêmes. Et ce sont ceux-ci qui sont discutables.

Ce que propose le G.R.R.E.C., c'est une explication des crises en tant que phénomènes « endogènes » et « inévitables ». Elles le sont, endogènes et inévitables, parce que les contre-tendances à la baisse du taux de profit ne peuvent que s'épuiser. Mais pourquoi cela ? De Bernis retient trois raisons qu'il n'explique guère : les pratiques agissant comme contre-tendances sont « contrecarrées par les luttes sociales ou politiques », elles « s'épuisent d'elles-mêmes physiquement », ou elles créent « des contradictions de plus en plus forte dans d'autres parties du système économique » (p. 113). Or, aucune de ces raisons n'est véritablement endogène et/ou nécessaire. Les luttes sociales sont un facteur exogène ayant une évolution propre. Quant aux deux autres, leur imprécision ne permet pas de parler sérieusement de nécessité. Que sont les limites « physiques » de l'exploitation ? Pourquoi les contradictions, tolérables un moment, s'exacerbent-elles ? À quel instant la crise devient-elle nécessaire ?

Le développement du capitalisme et les crises n'ont pas nécessairement à être expliqués par des lois formelles et systématiquement déterminés. Mais si tel est le but avoué, le raisonnement ne peut pas simplement être complété par l'addition *ad hoc* de facteurs exogènes mal définis.

Par ailleurs, l'accent mis par les auteurs sur les lois de l'accumulation leur fait oublier des éléments importants. Les différences entre les époques et les crises, par exemple, sont parfois négligées. Ainsi, le caractère inflationniste propre à la crise actuelle est nié, chaque crise ayant été, selon le G.R.R.E.C., inflationniste (au moins au départ ; p. 267). De même, l'évolution de la répartition et de la consommation depuis la guerre est passée sous silence. La compréhension de l'État et de son rôle

est également plutôt faible. On retrouve, un peu améliorée, la thèse du capitalisme monopoliste d'État : l'État prend le capitalisme en charge après la guerre. Les analyses de la transnationalisation sont valables mais, là encore, les phénomènes sont plutôt rapidement déduits des mêmes lois fondamentales.

L'étude du capitalisme et de ses crises pose bien des problèmes. Mais les théories faisant plus de place au changement et à la complexité semblent plus prometteuses qu'une approche déduisant toute la dynamique sociale de quelques lois mal étayées.

Ceci dit, il ne faudrait pas rejeter complètement les travaux du G.R.R.E.C.. Par delà les faiblesses théoriques, le *Recueil de textes* demeure une lecture stimulante, une somme d'analyses couvrant des questions importantes de façon souvent éclairante.

Alain NOËL

*Graduate School of International Studies
University of Denver, Colorado, États-Unis*

INSTITUTE FOR INTERNATIONAL ECONOMICS — *Promoting World Recovery: A Statement on Global Economic Strategy*. Washington (D.C.). Institute for International Economics, 1982, 48 p.

Cette brochure est fortement marquée par l'état de quasi-panique qu'avait suscité la dégradation accélérée de l'économie mondiale au cours de la deuxième moitié de 1982. Les auteurs sont manifestement sensibles au glissement dans la récession et l'imminence de la faillite de certains États, conséquences des politiques monétaristes et des *supply-side economics*. La brochure comprend une déclaration signée par vingt-six économistes provenant de quatorze pays réunis à Washington les 22-23 novembre 1982 par l'*Institute*, ainsi qu'un document de travail de John Williamson.

Prenant acte de la crise économique, les signataires expriment leur inquiétude face au danger de l'éclatement d'une guerre commerciale, des dévaluations concurrentielles, ou

d'un effondrement financier, qui détruiraient le système international interdépendant mis sur pied après la guerre. La seule baisse du taux d'inflation ne saurait entraîner une relance; elle pourrait, par contre, autoriser l'adoption d'une politique à caractère expansionniste. Cette dernière devrait être coordonnée sur le plan international, car un pays qui prendrait l'initiative isolément s'exposerait à subir une dépréciation génératrice d'inflation. Les signataires sont convaincus de la nécessité de marier, d'une part, des politiques inspirées par les *supply-side economics* modulées en fonction de la situation de chaque pays et, d'autre part, un programme international d'incitation macroéconomique.

À la « psychologie inflationniste » des années 1970, la déclaration craint de voir se substituer une « psychologie de stagnation » dans les années 1980. Le « couplage » international fait en sorte que, par le biais de la contraction du commerce et les taux d'intérêt élevés, les politiques restrictives pratiquées simultanément dans nombre de pays ont eu un plus grand impact déflationniste que prévu ou voulu. Dans un contexte international hostile, chaque pays redoute le moindre changement de politique.

Tout compte fait, les signataires préconisent un rajustement modeste. L'expansion de la demande est essentielle car le chômage dépasse le taux suffisant pour contenir l'inflation. On n'attend de la demande que de nous épargner d'un ralentissement économique au-delà du niveau conforme à la lutte contre l'inflation.

John Williamson, dans son document, s'attache surtout à définir les politiques expansionnistes susceptibles d'augmenter la production réelle sans majorer les prix ou gonfler les importations. Afin de stimuler l'investissement et l'offre correspondant à la demande, les prix relatifs des salaires réels, du taux de change réel, du taux d'intérêt réel, du taux de profit et des prix réels des matières premières doivent être avantageux. L'auteur conclut en présentant, dans cette perspective, sept éléments constitutifs d'une nouvelle politique.

Sans être en mesure de déterminer l'influence de cette brochure, l'on doit constater que la politique économique américaine depuis la grande peur de 1982 n'a pas été sans ressemblance avec celle prônée par l'*Institute*. Par conséquent, les deux textes n'ont plus valeur de propositions, mais conservent, grâce à leur matière factuelle, leur caractère explicatif.

Samir SAUL

*Département d'histoire
Université de Montréal*

NEVITT, Peter K., *Project Financing*, Quatrième édition. Londres, Euromoney Publications, 1983, 288 p. ISBN 0-903121-39-5

Ce livre très intéressant présente en détail un sujet passionnant, celui du financement des projets. Cette méthode relativement nouvelle permet de financer les projets capitalistiques en séparant entièrement les mouvements de trésorerie de chaque projet et ses parrains pour l'évaluer selon ses propres mérites. On peut ainsi le financer en influant très peu ou pas du tout sur la capacité d'endettement de son principal parrain. Comparativement à l'emprunt direct, cette méthode peut être avantageuse pour tous les intéressés. Le livre présente à peu près tous les renseignements que l'on aimerait avoir sur la question et bien qu'il ait été publié en Angleterre, il s'inspire essentiellement de méthodes élaborées aux États-Unis et mentionne quelques cas qui se sont produits au Canada et qui devraient intéresser les lecteurs de cette revue.

Le chapitre 1 présente une liste de contrôle des projets bien financés et souligne que le financement peut parfois faire augmenter le taux de rendement du capital investi et réduire le risque pris par le parrain d'un projet particulier.

Le chapitre 2 fait remarquer que le risque couru peut être réparti sur trois phases présentant des caractéristiques différentes, c'est-à-dire la phase du génie et de la construction,